



28 — EURE-ET-LOIR

Stéphane Maguet

« Je suis né sur le territoire beauceron, d'une famille engagée localement. Mon père était conseiller municipal et a œuvré dans le syndicalisme agricole. J'ai un arrière-grand-père qui était maire, ainsi qu'un de mes grands-pères. Ma mère était secrétaire de mairie durant toute sa carrière et engagée dans le réseau des familles rurales. Donc j'imagine que cela a dû me prédestiner à un engagement municipal !

En 2001 je m'installe avec ma future épouse dans une commune rurale de 185 habitants nommée Guilleville. Je m'investis comme je l'ai appris de mes parents dans les associations et la vie de la commune. En 2008 le maire ne se représente pas, et nous persuadons le 1^{er} adjoint de reprendre le flambeau qui me demande de l'aider en tant que 2^{ème} adjoint. 6 ans plus tard, en 2014, je suis élu 1^{er} adjoint. Après avoir participé à l'élaboration du PLU, je me suis investi dans la construction du SCoT parallèlement à mon investissement dans la communauté de communes où la coopération avec les autres communes prend tout son sens. Si je perds mon poste de conseiller à la suite de la loi NOTRe et des fusions imposées, je constate alors que les décisions s'éloignent des plus petites communes, qu'il n'y a plus de débats, et que mes collègues participent de moins en moins aux commissions.

En 2017 je déménage et je m'installe dans le chef-lieu de canton qui deviendra en 2019 la commune nouvelle de Janville en Beauce, composée de 2538 habitants. Je monte alors une liste de 27 personnes, et en 2020 je suis élu maire de Janville en Beauce et vice-président de la communauté de communes Cœur de Beauce.

Lors des élections sénatoriales je rencontre John Billard président de l'AMR28. J'apprécie ce que fait l'association et son président, et y adhère en proposant de m'y investir. Je suis élu vice-président et à la fin de l'année 2023 John me propose de prendre la présidence de l'AMR28 pour qu'il puisse se concentrer sur son activité professionnelle et son secrétariat général au sein de notre structure nationale. Il reste vice-président et je sais que je peux compter sur lui.

« Plutôt qu'une ruralité subie et exclue de la nation, je préfère me battre en organisant des services sur le territoire et en interpellant l'État »

Ma volonté est d'abord d'aller au contact de mes collègues maires ruraux afin de leur expliquer ce que fait l'association des maires ruraux, et ses différences avec l'AMF, et d'écouter leurs préoccupations, leurs problèmes mais aussi leurs réussites. Nous comptons actuellement 164 adhérents, mais ce qui me motive le plus n'est pas le nombre d'adhérents, c'est d'aider mes collègues à faire vivre une ruralité heureuse, où ceux qui le veulent peuvent réaliser leurs projets, et d'arrêter avec le sentiment mortifère d'abandon : « C'était mieux avant », « il n'y a plus rien », « l'État nous abandonne », etc. Ce sentiment peut être réel par moment mais à terme il décourage les équipes municipales, et c'est la vie communale toute entière qui va en souffrir. Plutôt qu'une ruralité subie et exclue de la nation, je préfère me battre en organisant des services sur le territoire et en interpellant l'État.

Mon autre combat est la place des communes rurales dans les EPCI. Comme je l'ai vécu avec l'éloignement du débat et de la décision, beaucoup vivent cette intercommunalité comme un désistement progressif des communes. Or l'EPCI doit être le rassemblement des communes pour faire ensemble ce qu'elles ne peuvent faire seules. Mais cette loi NOTRe l'a imposé plutôt que de laisser le choix. Il faut travailler pour que toutes les soient entendues, au risque de devenir un motif de découragement des élus municipaux. Et parfois la commune peut être une solution face à l'effritement de l'engagement municipal, à la condition là aussi de bien travailler avec les maires délégués et les adjoints.

En 2023 j'ai participé aux côtés de 100 maires de toute la France au Grand atelier des maires ruraux pour la transition de l'AMRF avec un autre maire du département. Formés par des experts, nous avons échangé et débattu. Et nous avons rédigé un rapport fruit de notre réflexion pour agir dans nos communes afin de préserver notre climat et notre environnement. Maintenant nous devons décliner ce Grand atelier au niveau départemental pour aider l'ensemble de nos collègues adhérents dans leur commune.

C'est encourageant de voir ce que l'AMRF a obtenu pour changer la ruralité : Agenda rural, Villages d'avenir, France Ruralités, etc. Bien d'autres chantiers sont en cours : dispositif ERRE, statut de l'élu, ZAN, etc. Je continuerai le travail de mon prédécesseur pour proposer des solutions à mes collègues, faire remonter leur avis et œuvrer avec le national au sein des commissions, à l'Assemblée générale et au Congrès. ● ● ●